



Union Africaine, CEDEAO, Union Européenne, Nations unies, Réseau Africain du Secteur de la Sécurité et l'Organisation Internationale de la Francophonie

MISSION D'ÉVALUATION CONJOINTE DES BESOINS DE LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE AU MALI

Bamako le 22 novembre 2015 : L'Union Africaine (UA) a conduit une Mission d'Évaluation Conjointe des Besoins de la Reforme du Secteur de la Sécurité (MECB) au Mali/MISAHEL du 16 au 21 novembre 2015. La mission a été effectuée sur demande du Gouvernement du Mali et du Chef de la Mission de l'UA au Mali et au Sahel (MISAHEL), et était composée de représentants de l'Union Africaine (UA), des Nations Unies (NU) de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Européenne (UE), du Réseau Africain du Secteur de la Sécurité (RASS) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). La mission était dirigée par S.E. Pierre Buyoya, Haut Représentant du Président de la Commission de l'UA (HRPC) et Chef de la MISAHEL.

La mission fait partie des activités effectuées dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités de la RSS de l'UA-NU-UE en soutien à la MISAHEL. L'objectif de la mission était de s'assurer de la possibilité d'une assistance en matière de RSS comme contribution de l'UA aux efforts de stabilisation du Mali, et ce, en conformité avec les décisions du Conseil de Paix et Sécurité de l'UA. Puisque la mission fait suite à la Mission Conjointe de l'UA-UE au Mali de février 2015 et à la signature récente de l'Accord de Paix, le but visé était d'avoir une bonne compréhension des défis auxquels la MISAHEL fait face pour une mise en œuvre effective des dispositions de la RSS contenues dans l'Accord de Paix, de comprendre le contexte et la portée actuels des défis sécuritaires au Mali, et d'évaluer la capacité de la MISAHEL à apporter un appoint à l'assistance existante en matière de RSS et d'améliorer la coopération et la coordination.

Tout au long de ses travaux, la mission a consulté un large éventail de partenaires nationaux et internationaux, y compris des hauts fonctionnaires, des dirigeants de la société civile comprenant des leaders traditionnels et religieux, et des partenaires internationaux et bilatéraux comme l'Union Européenne, la MINUSMA, les ambassadeurs de pays fortement impliqués dans l'assistance au secteur de la sécurité au Mali.

L'équipe conjointe d'évaluation avait prévue d'organiser un atelier de restitution avec toutes les parties prenantes pour discuter des conclusions préliminaires de l'évaluation et réfléchir sur les questions mises en exergue avant la finalisation du rapport d'évaluation. Cependant, l'atelier n'a pas pu se tenir suite à l'incident sécuritaire qui est arrivé dans l'un des hôtels de Bamako un jour avant la date prévue.

L'équipe conjointe d'évaluation est en ce moment entrain de rédiger le rapport qu'il va partager avec le Gouvernement du Mali et le Chef de Mission de la MISAHEL à des fins d'examen de l'orientation future, et avec les différents partenaires pour leur soutien. L'UA demeure engagée à travailler avec la communauté internationale pour soutenir la reforme du secteur de la sécurité considérée comme un des éléments clef de la construction d'une paix et d'un développement durables en République du Mali et dans la Région du Sahel.